

## Détournement de fonds de publics et blanchiment des capitaux BGFIBank épinglée en République démocratique du Congo

Par Jean Michel Sylvain

**L**a Banque gabonaise et française internationale (BGFIBank) est citée dans un scandale politico-financier qui risque d'avoir un impact négatif sur tout son réseau. Le journal belge « *Le Soir* » est tombé sur des documents compromettants pour BGFIBank, fournis par le directeur des engagements de cet établissement en République démocratique Congo (RDC), un petit-fils de l'ancien Premier ministre assassiné, Patrice Lumumba. Selon ces éléments, la banque du trio BOA-- via sa pieuvre Delta synergie (DS) --, Christian Kérangal à travers la Compagnie du Komo (CDK) et Henri-Claude Oyima a favorisé le détournement et le blanchiment des fonds publics de la RDC par la famille de Laurent Désiré Kabila. Le plus scandaleux dans cette entreprise de prédation à travers la banque de BOA est qu'elle a facilité l'évasion du budget qui devait servir à financer l'organisation des élections en



**Nouveau siège BGFIBank à Libreville**

de Denis Sassou Nguesso, ainsi qu'à la pieuvre DS et à la succession Edith Lucie Bongo. Cette cooptation des proches du pouvoir est un acte stratégique sur lequel s'est appuyée la banque pour mettre en

de la Radio télévision Luxembourg (RTL) en appelant à l'ouverture d'une enquête sur ces agissements. On imagine en coulisses que le responsable politique belge ne va pas se limiter à cette seule demande. Il va

RDC. Une question très brûlante qui a déjà occasionné la mort de 19 personnes dans les manifestations de l'opposition congolaise emmenée par Etienne Tshisekedi, son leader charismatique. À cette occasion, les Congolais avaient exprimé leur ras-le-bol des manœuvres de Joseph Kabila de proroger son mandat au-delà des délais constitutionnels. Au lieu d'organiser l'élection présidentielle à la bonne date. Le pouvoir de Kabila, à travers la commission nationale électorale congolaise, avait mis en avant le manque de moyens financiers pour justifier le non lancement du processus électoral. Or, dans le même temps, BGFIBank avait mis en place un mécanisme mafieux pour faire évaporer ce budget, prenant ainsi le risque de faire plonger la RDC dans une guerre civile.

En RDC, la banque des Bongo a utilisé les mêmes recettes qu'au Gabon en matière de mise en œuvre des mécanismes de fraude et de blanchiment des capitaux. Elle a d'abord « couvert » ses arrières en créant cette succursale congolaise, avec comme associé un frère de Laurent Désiré Kabila. La même méthode a été utilisée au Congo-Brazzaville, pays dans lequel BGFIBank s'est associée à la société civile immobilière P.A, appartenant à des proches

œuvre son fantasme projet « CAP 15 », qui devait l'amener à ouvrir des succursales dans 15 pays d'Afrique. Cette proximité avec les oligarchies qui gouvernent dans ces pays devait lui permettre de capter un maximum d'épargne, sans effort, lui permettant par la suite de présenter des « bilans » élogieux qui hissent cet établissement à la première place des groupes bancaires d'Afrique centrale. En échange de telles facilités, la banque devait naturellement servir à ces oligarques comme moyen « légal » de détournement de fonds publics et de blanchiment des capitaux. A l'image de ce qu'elle fait déjà au Gabon. C'est dans ses livres que passent actuellement les ressources dont BOA a besoin pour corrompre un maximum d'opposants et de journalistes pour accepter son appel au dialogue.

En RDC, ce système mafieux a révolté le petit-fils de Patrice Lumumba. Il a préféré claquer la porte de la BGFIBank. Au lieu de se taire vu les pressions qu'il a dû subir, ce dernier a décidé de révéler à la presse le mécanisme de détournement mis au point par BGFI en RDC au profit de la famille Kabila.

Révéler par le très sérieux journal belge « *Le Soir* », ce scandale n'a pas tardé à faire mouche. Le ministre belge des Affaires étrangères a aussitôt réagi sur les ondes

agir pour amener la Banque de France, qui a une tutelle indirecte sur BGFIBank via la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac), à regarder si la filiale congolaise de cette banque n'a pas enfreint la réglementation sur le blanchiment des capitaux et l'évasion fiscale. Sans oublier que le Trésor américain y veille également. Les Etats-Unis voudront savoir si des narcodollars n'ont pas transité par BGFIBank avant d'aller financer le terrorisme dans le monde. Il ne fait dès lors pas de doute que si la Banque de France demande à la Beac d'enclencher un tel processus, le périmètre de l'enquête ne se limitera pas à la seule RDC. Il faudra regarder aussi ce que cette banque fait dans ses autres implantations, au moins dans les pays francophones.

BGFIBank est rattrapée en RDC par son péché originel. Ses relations mafieuses avec des oligarques et potentats locaux, vecteurs sûrs du développement de ses affaires. Au lieu de compter sur la qualité de son service pour se démarquer sur le marché et attirer plus de capitaux que ses concurrents. C'est une stratégie de tout temps très risquée. Surtout lorsque des hommes intègres croisent le chemin de la banque. Comme semble être le cas congolais.